

Chronologie (2) : Ukraine-Russie : depuis le 24 février 2022

4 février 2022	Déclaration sino-russe, de Pékin, comportant l'affirmation d'un autre modèle de gouvernance mondiale, contestant la démocratie libérale.
21 février	La Russie reconnaît l'indépendance des « Républiques » de Donetsk et de Louhansk et entre sur les territoires séparatistes.
24 février	La Russie attaque l'Ukraine. L'UE réplique par des sanctions économiques.
24-25 février	Les forces russes entrent dans Elitopol et Soumy. Début des sièges de Marioupol, de Kharkiv et Tchernihiv.
26 février	Nombreuses manifestations dans le monde pour soutenir l'Ukraine contre l'envahisseur. Exclusion de certaines banques russes du système financier international Swift et blocage des réserves extérieures de la Banque centrale russe. Publication dans l'agence russe Ria Novosat d'un éditorial très révélateur de la pensée russe : celui-ci prône la « russification totale de l'Ukraine et de la Biélorussie en faisant le point de départ d'une recomposition de l'ordre mondial.
27 février	Poutine brandit l'arme nucléaire tandis que l'UE finance l'envoi d'armes à l'Ukraine.
28 février	L'Ukraine fait une demande d'adhésion à l'UE. Première rencontre de négociateurs russes et ukrainiens. La Russie est exclue de la Coupe du monde de foot.
1 ^{er} mars	Bombardements de la place de la Liberté de Kharkiv.
2 mars	L'ONU adopte une résolution contre la guerre en Ukraine et exige le retrait des forces russes, en particulier de la centrale nucléaire Zaporijia. Sept banques russes sont exclues du réseau financier mondial Swift.
3 mars	Deuxième séance de pourparlers : les deux parties s'accordent sur l'ouverture de couloirs humanitaires qui seront pourtant fermés par les forces russes.
4 mars	Un incendie est provoqué sur le site de la plus grande centrale nucléaire d'Europe en Ukraine. La Russie est exclue des Jeux Olympiques d'hiver.
8 mars	La Chine soutient la volonté d'aboutir à un cessez-le-feu mais, ne condamne pas l'intervention russe en Ukraine. Les sanctions économiques à l'encontre de Moscou sont renforcées. Le Président Zelensky déclare ne pas vouloir insister pour que l'Ukraine devienne membre de l'Otan.
9 mars	Bombardements d'un hôpital pour enfants et d'une maternité à Marioupol.
11 mars	L'UE écarte une intégration rapide de l'Ukraine dans l'UE.
12 mars	Manifestations des habitants de Melitopol contre l'enlèvement de leur maire par les russes le jour précédent ; il sera libéré le 16 mars.
13 mars	Un bombardement russe à quelques kilomètres de la frontière polonaise fait 35 morts ; cette guerre se rapproche des portes de l'Otan et de l'UE.
14 mars	Une journaliste russe, Marina Ousianwikova, surgit lors de la présentation du journal télévisé munie d'une pancarte avec : « Non à la guerre ».
15 mars	Journée mondiale syndicale (CSI-CES) de solidarité avec l'Ukraine.
16 mars	La Russie est exclue du Conseil de l'Europe. Les Russes bombardent le théâtre de Marioupol en dépit des inscriptions « ENFANTS » sur celui-ci. Le Président Zelensky s'adresse au Congrès américain. La Cour internationale

	de la justice ordonne à la Russie de suspendre immédiatement ses opérations militaires sur le territoire ukrainien.
17 mars	L'Ouzbékistan et le Kazakhstan reconnaissent l'Ukraine dans son intégrité territoriale.
20 mars	Selon le HCR, 10 millions de personnes –soit plus du quart de la population de l'Ukraine ont fui leur pays Ce chiffre regroupe les déplacés à l'extérieur du pays et les réfugiés à l'étranger au nombre déjà à ce jour de 3.389.042.
23 mars	Intervention du Président Ukrainien devant le Parlement français.
24 mars	Nouveau vote de l'AG de l'ONU condamnant l'invasion russe en Ukraine.
24/25 mars	Sommets de l'Otan, du G7 et de l'UE sur l'invasion russe en Ukraine.
28 mars	Dans certaines régions l'armée ukrainienne repousse les unités russes. « Novaya Gazeta » l'un des derniers journaux indépendants russe suspend sa parution.
29 mars	Pourparlers - en Turquie- entre russes et ukrainiens - sans résultats.
2 avril	Retrait des troupes russes de Boutcha et D'irpin. Les autorités ukrainiennes accusent les troupes russes d'avoir commis des massacres civils après la découverte de cadavres sur les voies publiques et des fosses communes.
3 avril	La France annonce l'expulsion de 35 diplomates russes considérés comme des espions.
4 avril	Après la découverte des massacres à Boutcha, l'émotion est forte et l'UE va prendre de nouvelles sanctions contre la Russie.
6 avril	Les 27 adoptent un 5 ^{ème} paquet de sanctions contre la Russie.
7 avril	Accord des 27 sur la 5 ^{ème} salve de sanctions européennes contre Moscou. L'AG de l'ONU vote la suspension de la Russie du « Conseil des Droits de l'Homme » de l'ONU.
8 avril	Un missile frappe la gare de Kramatorsk (Est de l'Ukraine) faisant, au moins, 52 morts et une centaine de blessés.
9 avril	Le « Téléthon mondial d'aide aux réfugiés » recueille 9,1 milliards.
10 avril	1200 corps sont découverts dans la région de KYIV
11 avril	Un sixième paquet de sanctions est discuté. Rencontre du Chancelier autrichien avec Poutine.
13-15 avril	La Finlande et la Suède –jusqu'alors « pays neutres »- se dirigent vers une adhésion à l'Otan. La Russie menace alors d'installer des armes nucléaires près de la Scandinavie si l'Otan s'élargit (toujours les mêmes menaces du Kremlin).
14 avril	La flotte du Kremlin subit la perte du Moskova en mer Noire son principal croiseur ; dans la foulée Moscou menace d'intensifier ses frappes sur Kiev.
17-18 avril	Une nouvelle offensive russe d'ampleur débute dans l'est de l'Ukraine.
18 avril	Le Président Ukrainien remet deux volumineux dossiers qui constituent la demande d'adhésion de l'Ukraine à l'UE. Les troupes russes envahissent le Donbass
20-24 avril	Les combats se poursuivent sans trêve à Marioupol. Le Secrétaire d'Etat américain Antony BLINKEN est à Kiev.
26 avril	Conférence multilatérale pour, aider plus militairement, l'Ukraine. La Russie arrête de livrer du gaz à la Pologne et à la Bulgarie qui refusent de payer celui-ci en rouble.

28 avril	Rencontre, à Moscou, entre le SG de l'ONU et Poutine sans résultat.
4 mai 2022	La Commission Européenne présente un sixième train de sanctions contre la Russie : la suspension de trois autres banques russes du système financier Swift ainsi qu'un embargo progressif sur le pétrole et des sanctions visant de nouvelles personnalités dont le patriarche Kirill Chef de l'Eglise orthodoxe, soutien inconditionnel de Poutine dans la guerre contre l'Ukraine.
9 mai	Poutine célèbre la victoire de 1945. Le Président français fête au Parlement Européen la « Journée de l'Europe ».
11 mai	Selon l'OIT (Etude « Effets de la crise en Ukraine sur le monde du travail ») 4,8 millions d'emplois ont été perdus en Ukraine depuis le début de l'agression russe.
13 mai	L'Ukraine réclame la création d'un tribunal spécial chargé de juger « l'agression ». Cette démarche permettrait (peut-être) d'atteindre Poutine. Cette démarche et soutenue par 41 Etats- dont la France- mais, elle suscite des interrogations dans la mesure où il existe déjà la CPI.
14 mai	66 ^{ème} édition de l'Eurovision (à Turin) : l'Ukraine remporte cette compétition avec le groupe « Folk-rap » Kalush Orchestra.
15 mai 2022	Les gouvernements finlandais et suédois font part de leur volonté de rejoindre l'Otan.
16 mai	Reddition des « héros d'Azovstal » (usine de Marioupol). 53 blessés sont dirigés vers l'hôpital de Novoazovsk et 211 soldats vers Olenivka.
17 mai	L'UE va aider l'Ukraine à acquérir de nouveaux équipements militaires.
17/28 mai	75 ^{ème} édition du Festival du cinéma à Cannes : intervention du Président Ukrainien lors de la cérémonie d'ouverture.
18 mai	Ouverture du procès pour « crime de guerre » : un jeune homme de 21 ans, militaire Russe, Vadim Chichmarine, est inculpé pour le meurtre d'un civil.
20 mai	La Russie annonce avoir pris le contrôle de Marioupol. Cette ville a été détruite à 80% et a été bombardée dès le 24 février. Kiev estime que 20.000 personnes ont été tuées à Marioupol. Après trois mois de résistance les derniers combattants ukrainiens de l'usine d'Azovstol ont cédé. 2.439 soldats ont été faits prisonniers et seront, sûrement, au centre de négociations à venir s'agissant de l'échange de prisonniers.
21 mai	Après la demande d'adhésion de la Finlande à l'Otan la Russie cesse ses livraisons de gaz à ce pays. La Finlande devrait supporter sans difficulté cette mesure car le gaz naturel représente seulement 5% de son énergie consommée.
23 mai	Le Président Ukrainien s'exprime devant le Forum Economique de Davos. Dans son intervention il réclame davantage de sanctions à l'encontre de la Russie et se projette dans la reconstruction de son pays.
24 mai	En France l'Education Nationale a accueilli 17.677 enfants et adolescents ukrainiens âgés de 3 à 16 ans.
26 mai	Visite de la 1 ^{ère} Ministre finlandaise – S. Marin- elle s'est entretenue avec le Président Zelensky et a exprimé le soutien de son pays concernant les démarches d'adhésion de l'Ukraine à l'Union Européenne. Le Président ukrainien s'est adressé au Parlement de Lettonie et a demandé aux députés lettons de s'engager en faveur du 6 ^{ème} train de sanctions de l'UE conte la Russie.

	Le 1 ^{er} Ministre italien – M. Draghi- s’est entretenu (par téléphone) avec le président russe pour discuter des moyens de permettre les exportations de céréales et d’engrais hors d’Ukraine afin d’éviter une crise alimentaire mondiale.
27 mai	L’église orthodoxe ukrainienne rompt avec l’église russe en raison du soutien accordé par son chef, le patriarche Kirill à l’invasion de l’Ukraine.
28 mai	Entretien du Emmanuel Macron et du Chancelier d’Allemagne avec Poutine. Ils ont renouvelé leur exigence de cessez-le-feu, demandé la libération des 2.500 défenseurs d’Azovstal faits prisonniers de guerre par les forces russes et insisté pour lever le blocus d’Odessa afin de permettre l’exportation de céréales ukrainiennes par la mer Noire et éviter une crise alimentaire mondiale. Poutine a « promis » d’accorder un accès des navires au port d’Odessa.
29/30 mai	Le Ministre du Commerce Extérieur Ukrainien T Kachka dans une interview au « Monde » revient sur les destructions opérées par les russes dans son pays (24.000 kilomètres de route et 38 millions de mètres carrés de logement). Les piliers du commerce extérieur ukrainien ; blé, maïs, tournesol, acier sont entravés par l’accès aux ports. Par ailleurs, les soldats ukrainiens sont en mauvaise posture sur le front du Donbass ; Moscou revendique la prise de Lyman, nœud ferroviaire stratégique.
30 mai	La nouvelle Ministre des Affaires Etrangères, C. Colonna est en Ukraine et va rencontrer son homologue ukrainien, D. Kuleba ainsi que le président Zelensky. Un journaliste français de BFM TV (32 ans) Frédéric Leclerc-Imhoff est tué par un obus alors qu’il couvrait l’évacuation de Sievierodonetsk. L’agence officielle russe Tass manie le mensonge outrancier –comme Poutine le fait depuis le début de l’invasion russe en Ukraine- dans un communiqué elle affirme que Frédéric Leclerc-Imhoff « n’était pas un journaliste mais un mercenaire ».
30-31 mai	Conseil Européen extraordinaire sur l’Ukraine avec, à l’ordre du jour le sixième train de sanctions contre Moscou, l’aide d’urgence, la sécurité alimentaire et la défense européenne. Lors de ce Conseil Européen, les 27 s’accordent pour se passer de la majeure partie du pétrole russe d’ici la fin de l’année ; les importations par bateaux sont visées mais, le commerce par oléoduc n’est pour l’heure pas concerné conformément aux demandes de la Hongrie. Le train de mesures, arrêtées par le Conseil Européen, comprend également le retrait de la « Sterbank » -la plus grande banque commerciale russe- du système de paiement international SWIFT ainsi que l’octroi de 9 milliards d’euros au gouvernement ukrainien pour couvrir des besoins immédiats en liquidités. L’UE a également adopté des sanctions à l’encontre de la Biélorussie en réaction à son implication dans l’invasion de l’Ukraine
31 mai	97 ^{ème} jour de l’invasion russe en Ukraine.
2 juin	Le parti « serviteur du peuple » -parti du président ukrainien V. Zelensky- devient membre du « parti libéral européen » (ALDE) à l’issue du congrès de cette formation à Dublin, une façon supplémentaire pour l’Ukraine de s’intégrer dans l’UE, en attendant mieux.
5 juin	Le Président ukrainien s’est rendu sur plusieurs fronts du Donbass près de Sievierodon (conquise à 80% par l’armée de Moscou) ; le journal « Le

	Monde » souligne que pour ce 3 ^{ème} voyage hors de Kiev, V. Zelensky « a pris un risque considérable ».
7 juin	L'ex-président russe, Medevév (2008-2012), se lâche sur les réseaux sociaux « Télégram » : « Je les déteste (les occidentaux) ce sont des bâtards et des dégénérés. Ils veulent la mort pour nous, pour la Russie. Et tant que je vivrai, je ferai tout pour les faire disparaître » (retranscrit par le Journal « Le Monde »). La ville de Sievierodonetsk devient le théâtre principal de la guerre entre Russes et Ukrainiens.
8 juin	La rencontre entre les ministres des Affaires Etrangères russe (S. Lavrov) et turc (M. Cavusoglu) à Ankara se conclut par un échec s'agissant de l'acheminement du blé ukrainien. les deux ministres ayant été « plus soucieux de renforcer leur contrôle sur la mer Noire que de dénouer la crise » (« Le Monde »). Le Président du Parlement ukrainien, Rouslan Stefantchoux, intervient devant le Parlement Européen afin d'appeler les parlementaires européens à soutenir la demande d'adhésion de son pays à l'UE.
9 juin	« Le Monde » titre : « L'Europe coupée en deux sur les objectifs de la guerre en Ukraine ». Selon le journal, d'un côté il y a les pays Baltes, la Pologne et le Royaume-Uni qui sont partisans « d'une poursuite de la guerre dans la perspective –même lointaine- d'une défaite russe » et d'un autre côté la France, l'Allemagne, l'Italie qui sont partisans de « garder un canal de communication ouvert avec le président russe afin de l'encourager à négocier un cessez- le- feu ». « Des étrangers venus d'Ukraine risquent l'expulsion » selon Le Monde, des étrangers venus d'Ukraine sont menacés d'expulsion. Plusieurs d'entre eux ont reçu une « obligation de quitter le territoire français » ; un certain nombre d'associations (Ligue des Droits de l'Homme – Cimade ...) demandent l'élargissement des catégories bénéficiant de « la protection temporaire » et la fin du traitement discriminatoire et injuste fondé sur la nationalité. Deux britanniques et un marocain sont condamnés à mort pour « participation à des combats dans les rangs de l'armée ukrainienne » par « le tribunal suprême de la République auto-proclamée de Donetsk contrôlée par Moscou » (« Le Monde »). Le Président Zelensky s'adresse aux membres de l'OCDE pour leur demander d'aider à la reconstruction du pays et à continuer d'adopter des sanctions contre la Russie.
10 juin	Interview parfaitement claire de l'historien américain –Timothy Snyder auteur de « Terres de sang –l'Europe entre Hitler et Staline »- sur l'Ukraine dans Le Monde. « On ne peut pas réfléchir à la situation en Ukraine- en des termes froidement géopolitiques » ; « Affirmer, comme l'a fait Emmanuel Macron, que russes et ukrainiens sont des peuples frères est choquant. Il reprend ainsi le discours impérialiste russe ». « Le XXème siècle nous a permis d'identifier le danger très spécifique qui émerge dès lors qu'une grande puissance nie l'existence d'un plus petit pays ou d'un peuple ».
11 juin	Dans un reportage le journal Le Monde observe que « la générosité envers les réfugiés ukrainiens s'étiole en Europe centrale » exemples à l'appui en Pologne, en Slovaquie, en République Tchèque, en Autriche. La Présidente de la Commission Européenne est, à nouveau, en Ukraine afin de réitérer son soutien aux aspirations européennes de l'Ukraine.

12-13 juin	Entretien dans Le Monde avec Madame I. Verechtchouk – Vice- Première d’Ukraine- sur le sort des prisonniers capturés par les forces russes. « Sur les 2 162 enfants ukrainiens situés en Russie ou dans les zones occupées, nous n’avons réussi à en faire revenir que 23. J’appelle instamment les institutions internationales à nous aider ».
12 juin	Entretien dans le « JDD » de J. Borrell, Haut représentant de l’Union Européenne : « Il faut continuer de parler avec la Russie même si cette coexistence sera très difficile après ce qu’elle a fait en Ukraine ». « La Russie utilise le blocage des céréales comme une arme de guerre ».
14 juin	Premier bilan humain de la guerre en Ukraine : le Président Zelensky indique que du 24 février au 1 ^{er} juin 10.000 ukrainiens sont morts. Quant à la situation à Sievierodonetsk elle est, selon le Gouverneur de la Région extrêmement difficile.
15 juin	Réunion de la trentaine de pays membres du « Groupe de contact » chargés d’organiser l’aide militaire à l’Ukraine.
16 juin	Au 113 ^{ème} jour de l’invasion russe en Ukraine, le président français avec M. Draghi (Italie) O. Scholtz (Allemagne) et le président roumain Iohannis sont à Kiev pour rencontrer le président ukrainien et ce, avant le Conseil Européen des 23 et 24 juin qui devra se positionner sur la demande de l’Ukraine de rejoindre l’UE.
17 juin	Poutine au 25 ^{ème} Forum Economique de Saint-Pétersbourg déclare : « l’écrasement de l’économie russe, via la destruction des liens d’affaires, le retrait forcé des entreprises occidentales, le gel des actifs nationaux, les coups portés à l’industrie et à la finance n’a pas eu lieu ». La Commission Européenne donne un avis favorable pour que l’Ukraine ait « le statut de candidat » à l’UE. Le Parlement et le Conseil Européen devront également donner leur avis avant que ne s’ouvrent –le moment venu- des négociations.
23 juin	Les 27 accordent le « statut de candidat à l’UE » pour l’Ukraine et la Moldavie. Ceci suscite l’amertume des pays des Balkans occidentaux dans la même attente depuis plusieurs années.
24 juin	Les forces ukrainiennes décident d’abandonner Sievierodonetsk détruite et pilonnée par les russes depuis le 24 février.
3 juillet	L’armée russe a conquis la ville de Lyssytank et prit le contrôle de la province de Louhansk.
4-5 juillet	Les partenaires de l’Ukraine, réunis à Lugano, s’accordent sur les principes de la reconstruction du pays.
5 juillet	Les pays membres signent les protocoles d’accession de la Suède et de la Finlande à l’Otan lançant le processus de ratification de l’adhésion.
9 juillet	Le Président du Sénat, Gérard Larcher a rencontré à Kiev le président ukrainien.
11 juillet	Visite du 1 ^{er} Ministre néerlandais Mark Rutte en Ukraine.
13 juillet	Dans une déclaration commune 43 pays et l’UE réitèrent leur soutien à l’Ukraine dans les procédures qu’elle engage auprès de la Cour Internationale de Justice et demandent à la Russie de cesser ses opérations militaires.
15 juillet	La Corée du Nord -avec la Russie et la Syrie- reconnaît les deux républiques autoproclamées de l’est de l’Ukraine.

17 juillet	Le président Zelensky limoge deux figures du pouvoir, la procureure pénale de l'Ukraine et le chef de la sécurité de l'Etat. Ils sont soupçonnés d'avoir ignoré des cas de collaboration et de haute trahison au profit de l'invasisseur au sein de leur administration respective (information du journal Le Monde).
22 juillet	Un accord (passé sous l'égide de la Turquie et de l'ONU) entre l'Ukraine et la Russie devrait permettre au blé ukrainien -bloqué depuis six mois dans les ports de la mer Noire- de sortir. En contrepartie du déblocage des ports ukrainiens la Russie aurait obtenu un certain assouplissement des sanctions. L'encre de cet « accord » était à peine sèche que dès le lendemain deux missiles de croisière russes visaient une usine de traitement des céréales à Odessa.
27 juillet	Inauguration à Istanbul du « centre de coordination conjointe des exportations de blé ukrainien ». Difficile pourtant de faire confiance un minimum à la Russie alors qu'à peine 12 heures, après la signature de l'accord du 22 juillet, elle effectuait des bombardements sur le port d'Odessa !
29 juillet	Une frappe - « non revendiquée » - de la prison d'Olenivka dans la région séparatiste du Donetsk dans l'Est de l'Ukraine- fait, au moins, 53 morts et 75 blessés.
1 août	Dans la foulée de l'accord du 22 juillet un premier bateau de céréales le « Razoni » avec 26.000 tonnes de maïs peut enfin sortir du port d'Odessa puis rejoindre Istanbul.
2 août	La Cour suprême de Russie classe comme « organisation terroriste » le régiment d'élite Azov ouvrant ainsi la voie à des poursuites judiciaires devant les tribunaux russes les prisonniers de guerre ukrainiens (« Le Monde »).
6 août	Le Chef de la diplomatie européenne – Josep Borrell- condamne (après des frappes) la « violation irresponsable » et le « mépris » des règles de sécurité, par les forces russes, autour de la centrale nucléaire de Zaporijjia, qu'elles contrôlent dans le sud du pays (« JDD »).
11 août	En Crimée, « la péninsule annexée par la Russie en 2014 a été le théâtre le 9 août, d'une série d'explosions sur un aérodrome militaire très utilisé par l'aviation russe » (Le Monde). La conférence consacrée au soutien apporté à l'Ukraine est l'occasion de nouvelles annonces. S'agissant de l'aide financière un nouveau moratoire de deux ans sur la dette extérieure ukrainienne - évalué à 20 milliards de \$- a été validé (« Les Echos »). En Estonie, à partir du 18 août, les russes ayant obtenu un visa pour entrer dans l'UE ne pourront plus séjourner dans le pays (« Les Echos »).
18 août	Rencontre entre le président turc et le président ukrainien. A l'ordre du jour, l'exportation des céréales ukrainiennes, le sort des prisonniers de guerre et la situation alarmante qui prévaut à la centrale nucléaire de Zaporijjia occupée par l'armée russe.
19 août	Dimitri Medev, le « faucon de Poutine » (Le Monde), celui qui fut la doublure de Poutine à la tête de l'Etat russe de 2008 à 2012 se déchaîne sur les réseaux sociaux par des diatribes haineuses. « Face au risque d'accident nucléaire à Zaporijjia, E. Macron reparle à Poutine » (« Le Monde ») . Poutine aurait accédé aux requêtes occidentales d'une visite sur place d'Inspecteurs

	de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) mais pour l'instant aucune date n'a été évoqué. Dania Douguina -fille d'Alexandre Douguine, idéologue et écrivain ultra-nationaliste russe, est tuée dans un attentat à la voiture piégée. Qui était visé la fille ou le père ? Qui a perpétré l'attentat ?
22 août	Le commandant en chef de l'armée ukrainienne -Valery Zaloujny- indique que près de 9.000 de ses soldats ont été tués depuis l'invasion russe.
24 août	Célébration de la fête de l'indépendance du pays proclamée le 24 août 1991 (la veille célébration de la fête du drapeau). Cette date coïncide cette année avec le sixième mois de la guerre par les russes. Une frappe russe, le jour de cette fête nationale, à la gare de Tchaplyne fait 25 morts et des dizaines de blessés.
27 août	La menace nucléaire russe : « Zaporijia, une centrale nucléaire au cœur des combats » (titre d'un papier de deux pages du journal « Le Monde »). Les négociations achoppent toujours pour permettre à l'Agence internationale de l'énergie atomique de pouvoir faire sur place des inspections de sécurité.
29 août	L'armée ukrainienne lance une contre-offensive dans la région de Kherson.
30 août	Le Journal « Le Monde » consacre une page au thème de « A la recherche des civils disparus ». « Dans la commune de Dymer, près de Kiev, 58 familles restent sans nouvelles de leurs proches arrêtés et déportés en Russie ».
31 août	189 ^{ème} jour de l'invasion russe en Ukraine.
1 ^{er} septembre	L'agence internationale de l'énergie accède enfin à la centrale nucléaire de Zaporijia.
4-5 septembre	Le journal « Le Monde » indique l'existence de « camps de filtration » (reprise d'une étude de chercheurs américains) : il en existerait au moins 21 dans les zones contrôlées par les russes. La Russie reconnaît d'ailleurs maintenant avoir transporté de force 3,4 millions d'ukrainiens en Russie dont plus de 550.000 enfants.
5 septembre	La Russie explique cette fois clairement qu'elle ne reprendra ses livraisons de gaz vers l'Europe que lorsque cesseront les sanctions à son encontre.
6 septembre	Publication du rapport de « l'agence internationale de l'énergie atomique » concernant la centrale de Zaporijia : l'AIEA décrit la situation comme insoutenable et souhaite que soit établit une zone de protection dans et autour de cette centrale.
7 septembre	L'armée ukrainienne a lancé une offensive dans l'est du pays et percé les lignes de défense russe : elle assure avoir repris 3.000km ² et plusieurs grandes villes.
9 septembre	La Commission Européenne, la Banque Mondiale et le Gouvernement ukrainien estiment à 349 milliards€ le coût de la reconstruction, actuellement, de l'Ukraine.
14 septembre	Visite du président Zelensky à Izioum (région de Kharkiv) ville libérée des russes par l'armée ukrainienne. Plus de 400 tombes et une fosse commune sont découverts à Izioum : la Russie est encore- accusée de « crimes de guerre ».
21 septembre	Poutine dans une déclaration à la télévision décrète une « mobilisation partielle » qui concernerait 300.000 réservistes et déclare vouloir organiser des référendums visant à rattacher les territoires occupés à la Russie. Alors que son armée est mise en difficulté sur le terrain par les militaires

	ukrainiens, le dictateur russe choisit la fuite en avant assortie d'une menace à peine voilée d'utilisation possible de l'arme nucléaire.
25-26 septembre	Importants afflux de russes aux frontières dans le Caucase, le Kazakhstan, la Mongolie, la Finlande, la Pologne, la Géorgie, la Serbie, la Turquie, l'Arménie en vue d'échapper à la guerre et à la « mobilisation partielle » décidée par Poutine.
26 septembre	Plusieurs explosions ont touché les pipelines de la Mer Baltique provoquant d'importantes fuites de gaz : sabotage ou attentat. Tous les regards se tournent vers la Russie qui évidemment nie.
28 septembre	Les référendums fictifs, sous surveillance militaire dans des territoires en guerre, sont organisés par les autorités prorusses dans les régions ukrainiennes. Ils sont, évidemment favorables au rattachement à la Russie à Zaporijjia à 93%, à 98% pour Louhansk, à 87% pour Kherson et à 99% pour Donetsk. Huitième paquet de sanctions de l'Union Européenne en préparation. Il concernerait des interdictions des importations de produits russes des secteurs aéronautique et chimique ainsi que le plafonnement des prix du pétrole russe. A suivre !
30 septembre	Les autorités ukrainiennes formalisent leur demande d'adhésion à l'Otan.
2 octobre	La ville de Lyman (région de Donetsk) est libérée par les forces ukrainiennes.
3 octobre	L'armée ukrainienne libère Borova (région de Kharkiv).
5 octobre	Poutine s'approprie « formellement » (illégalement) par décret la centrale nucléaire de Zaporijjia occupé par les troupes russes depuis le 4 mars.
6 octobre	Le Conseil Européen décide formellement un nouveau plan de sanctions (le 8 ^{ème}) à l'encontre de la Russie en réponse à l'annexion illégale de régions ukrainiennes.
7 octobre	Le Conseil d'administration du FMI accorde une aide d'urgence à l'Ukraine d'un montant de 1,3 milliard de \$.
8 octobre	Le pont de Crimée –voulu et inauguré par Poutine- est endommagé par une explosion que Poutine attribue aussitôt aux services secrets ukrainiens. Il nomme un nouveau général, Soudorovikine, chargé des opérations militaires en Ukraine, à la réputation sanguinaire.
10 octobre	En réponse à l'affront de l'explosion du pont de Crimée Poutine fait procéder à une série de tirs de missiles (150 selon Moscou) qui touchent plusieurs villes dont la capitale. L'objectif est toujours le même, détruire pour impressionner la population qui résiste.
19 octobre	Poutine met les territoires annexés sous le régime de la loi martiale.
20 octobre	La Russie nie toujours utiliser dans son offensive contre l'Ukraine des drones iraniens.
23 octobre	V. Orban -soutien russe dans l'UE- fait réaliser un « pseudo référendum » à partir de questions très orientées portant sur la validité des sanctions économiques européennes contre la Russie.
25 octobre	Une Conférence d'experts, organisée par la présidence allemande du G7 et la Commission Européenne se tient sur la reconstruction de l'Ukraine.
29 octobre	Portait dans « Le Monde » de l'ukrainienne O. Matviichuk colauréate du Prix Nobel de la Paix , avocate, directrice du « Centre pour les libertés civiles ». Le ministère de la Défense russe annonce suspendre l'accord sur les

	exportations de céréales conclu le 22 juillet sous l'égide de la Turquie et de l'ONU.
31 octobre	250 ^{ème} jour de l'invasion russe en Ukraine.
9 novembre	Moscou –pressé par les ukrainiens sur le terrain- annonce le retrait de ses troupes de Kherson ce qui provoque la liesse des habitants libérés. La Commission Européenne propose un nouveau programme d'aide à l'Ukraine qui s'élève à 18 milliards pour 2023.
10 novembre	Un rapport publié par Amnesty International s'inquiète du sort réservé aux enfants « non accompagnés, séparés ou orphelins : en effet on sait que la Russie a procédé à des enlèvements d'enfants et à des adoptions forcées. Le Conseil et le Parlement Européen sont d'accord sur le projet de non-acceptation dans l'UE des passeports russes délivrés dans les régions occupées d'Ukraine et de Géorgie.
11 novembre	Les russes se retirent de la rive droite du fleuve Dniepr. L'arrivée des soldats ukrainiens dans la zone de Kherson donne lieu à des scènes de liesse de la population.
15 novembre	Témoignages dans « Le Monde » de rescapés de la torture russe à Kherson. Un missile explose en Pologne dans le village de Przewobow, à 6 km de la frontière avec l'Ukraine et fait deux morts. Il s'ensuit une controverse sur l'origine du missile, russe ou ukrainienne, ce, alors que, la Russie a lancé plus de 80 missiles sur le pays en visant les infrastructures faisant que 10 millions d'ukrainiens se trouvent privé d'électricité et dans le froid.
17 novembre	Procès aux Pays-Bas –huit ans après le crash de l'avion civil abattu par un missile des séparatistes pro-russes en juillet 2014 ayant entraîné la mort de 298 passagers et membres de l'équipage- les trois personnes jugées sont condamnées à la perpétuité. A noter que la Russie a tout fait pour enrayer le cours de ce procès.
18 novembre	Portrait glaçant dans « Le Monde » de Prigojine, patron des mercenaires Wagner, ancien bandit, emprisonné de 1981 à 1990, richissime homme d'affaires, sans aucun scrupule et proche de Poutine. Il a manifestement les mains libres pour recruter ses mercenaires. « Il sort les détenus russes de leurs cellules pour les recaser dans des sections d'assaut sur le front ukrainien avec peu de chances d'en réchapper ».
19 novembre	Le 1 ^{er} Ministre anglais – Rishi Sunak- rencontre le Président Zelensky à Kiev. La Pologne interdit l'entrée sur son territoire du Ministre des Affaires Etrangères russe, Sergueï Lavrov.
23 novembre	Poutine de plus en plus isolé y compris au sein de l'alliance du « Traité de sécurité collective » (OTSC). Les attaques russes contre les infrastructures civiles ukrainiennes s'intensifient y compris dans une maternité de Vilniansk dans la région de Zaporijjia où un bébé de 2 jours perd la vie.
24 novembre	Les députés européens approuvent un prêt de 18 milliards à l'Ukraine.
26 novembre	Le Président ukrainien a reçu à Kiev la 1 ^{ère} Ministre lituanienne, le 1 ^{er} Ministre belge et le 1 ^{er} Ministre polonais.
28 novembre	Les 27 décident –à l'unanimité- de faire du contournement des sanctions un « euro-crime ». Les sanctions prises contre la Russie s'ajouteraient alors à la liste existante qui comprend la lutte contre le terrorisme, la traître des êtres

	humains, le trafic illicite de drogue ou d'armes, l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants, le blanchiment d'argent, la criminalité organisée, la criminalité informatique et la contrefaçon des moyens de paiement.
30 novembre	280 ^{ème} jour de l'invasion russe en Ukraine.
1 ^{er} décembre	En Italie, un décret prolonge jusqu'au 31 12 2023 l'autorisation de « transferts de moyens, matériels et d'équipements militaires aux autorités gouvernementales ukrainiennes ».
5 décembre	Attaques ukrainiennes en Russie contre les bases aériennes de Diaguilevo et Engels.
6 décembre	« Sous occupation russe la torture érigée en système à Kherson » (« Le Monde »).
7 décembre	La Commission présente une 9 ^{ème} série de sanctions visant des officiers et des Ministres : cette décision doit être validée par les 27 Chefs d'Etat et de gouvernement à l'unanimité.
8 décembre	Le Conseil Européen adopte la décision de ne pas accepter les documents russes –passeports- délivrés en Ukraine et en Géorgie.
9 décembre	Tribune de trois responsables dans « Le Monde » qui attirent l'attention sur la reconstruction du système de soins, ce, alors que depuis le début de l'année, plus de 700 attaques russes ont visé des centres de soins.
12/14 décembre	Olena Zelenska –épouse du président ukrainien- est à Paris pour une « conférence internationale de soutien à la résilience civile de l'Ukraine » et à un forum bilatéral destiné à mobiliser des entreprises françaises en faveur de l'Ukraine.
15 décembre	« A Paris les représentants de 48 pays ont promis 1 milliard € contre la terreur énergétique de poutine » (« Le Monde »). « D'après les autorités ukrainiennes près d'une installation électrique sur deux a été endommagée et quelque 12 millions d'habitants sont obligés de se passer de courant une bonne partie de la journée. Le PIB devrait connaître, en 2022, une chute de 40% et le taux de pauvreté de 18% en 2021 devrait dépasser 60% en 2022 ».
17 décembre	Interview du 1 ^{er} Ministre d'Ukraine, Denys Chmyhal, dans « Le Monde » sur la sécurité dans la centrale nucléaire de Zaporijjia : « Pour nous les russes doivent se retirer à 30kms (de la centrale) et, il serait idéal à nos yeux d'avoir une mission européenne de maintien de la paix sur le site avec des experts de l'AIEA ». « Depuis octobre, entre 40 et 50% de nos infrastructures énergétiques ont été endommagées ».
21 décembre	Le Président ukrainien est reçu à la « Maison Blanche » par J. Biden. Les USA confirment à cette occasion la livraison d'un système de défense anti-aérien Patriot.
25 décembre	L'Ukraine souhaite marquer symboliquement plus encore son rapprochement avec l'Europe et célèbre désormais la nativité le 25 décembre et non plus le 7 janvier, date du patriarcat de Moscou.
31 décembre	« Carnets d'exil » (« Le Monde ») : « Rester ou repartir, la question des ukrainiens exilés en France », des témoignages touchants et par ailleurs deux pages dans le même journal sur « la bataille du rail ».
31 décembre	311 ^{ème} jour de l'invasion russe en Ukraine.

8-9 janvier 2023	Une page dans « Le Monde » sur Stepan Bandera (1909-1959) «l’ultra-nationaliste allié de l’Allemagne nazie connaît un regain de popularité en réaction à l’invasion russe ». Le journal rappelle, à juste titre, que « les mouvements d’extrême-droite qui s’étaient constitués en bloc nationaliste uni n’avaient obtenu que 2,3% des voix aux élections législatives de 2019 », ce qui vient en totale contradiction des justificatifs de la Russie pour donner un vernis à son invasion en Ukraine.
10 janvier	Le groupe de mercenaires russes « Wagner » affirme avoir pris le contrôle de Soledar ce que démentent les autorités ukrainiennes ; en tout cas les combats y sont acharnés comme le reconnaît A. Yermak – bas droit de Zelensky- dans une interview au Journal « Le Monde » daté du 14 janvier.
11 janvier	Insatisfait des résultats militaires en Ukraine, trois mois après sa nomination, le général russe Sergueï Soudovokine est remplacé par Valéri Guerassimov.
13 janvier	« La crainte d’une deuxième vague de mobilisation russe » (« Le Monde »). Les pertes humaines de cette guerre sont considérables : « l’état- major ukrainien affirme avoir tué plus de 112.000 soldats russes depuis le 24 février ». Concernant les pertes ukrainiennes, « les ministres occidentaux estiment celles-ci à environ 100.000 morts et blessés ».
14 janvier	Un bombardement russe sur un immeuble à Dnipro fait au moins 40 morts.
18 janvier	Crash d’un hélicoptère aux abords d’une maternelle : trois enfants ainsi que le ministre de l’Intérieur Denys Monastyrsky –ainsi que son adjoint – sont tués.
19 janvier	De nombreux pays occidentaux annoncent d’importantes livraisons militaires à l’Ukraine –à commencer par le Danemark qui va donner la totalité de ses 19 canons Caesar.
23-27 janvier	L’Assemblée parlementaire du Conseil de l’Europe exige –à l’unanimité- la création d’un tribunal spécial à La Haye afin de poursuivre les dirigeants russes et biélorusses responsables de la guerre d’agression en Ukraine.
24 janvier	Des affaires de corruption (dont la surfacturation massive de produits alimentaires destinés à l’armée) entraînent la démission ou le limogeage de plusieurs responsables dont le Chef adjoint du bureau du Président, le Vice-Ministre de la Défense, le procureur général adjoint. Le président Zelensky a intérêt à être d’une extrême vigilance sur ces questions de corruption au moment où plusieurs pays s’interrogent sur l’opportunité –et le coût économique- des livraisons d’armes à l’Ukraine.
25 janvier	« Les alliés de Kiev livreront des chars lourds » (« Le Monde ») : les Etats-Unis (des chars Abrams) – l’Allemagne (des chars Léopard 2) livreront ces chars. Ces livraisons marqueront, sans doute, une nouvelle étape de la guerre encore que –comme l’indique W. Stoczkowski- dans une tribune que la « cobelligérance » soit un faux problème dans la mesure où la Russie déclare être en guerre contre une cinquantaine de pays soutenant l’Ukraine mais surtout peut-être parce que la Russie fait elle-même partie d’une coalition ; la Biélorussie, l’Iran, la Corée du Nord, pays qui l’aident militairement. Le Chancelier O. Scholtz annonce d’ailleurs que l’Allemagne livrera prochainement 14 chars Léopard 2A6 et qu’elle délivrera des permis

	de transfert aux Etats européens qui souhaitent fournir à l'Ukraine ces mêmes chars.
26 janvier	Lancement de la plateforme de coordination des donateurs pour l'Ukraine, destinée à soutenir le processus de réparation, de redressement et de reconstruction de l'Ukraine.
1 ^{er} février	343 ^{ème} jour de l'invasion russe en Ukraine.
2 février	Visite en France du Président du Parlement ukrainien (Elysée - Parlement). R. Stefanchuk, dans une interview au Journal « Le Monde », insiste sur la nécessaire livraison d'armes à son pays et de préciser : « L'Ukraine ne fait pas la guerre uniquement pour sa liberté et son territoire. Elle défend aussi des valeurs universelles ».
3 février	Sommet UE-Ukraine à Kiev avec la participation de la Présidente de la Commission, de nombreux Commissaires et du Président du Conseil Européen. L'Ukraine souhaiterait être membre à part entière de l'UE d'ici deux ans ; ce qui paraît peu vraisemblable. La France et l'Italie annoncent la livraison à l'Ukraine d'un système de défense anti-aérienne.
5 février	L'UE interdit l'importation de produits pétroliers russes raffinés, du diesel surtout ainsi, que du kérosène, du fioul ou du mazout.
10 février	Moldavie. La 1 ^{ère} Ministre –N. Gavrilita –pro-européenne- démissionne. D. Relean est désigné 1 ^{er} Ministre ; il a 15 jours pour obtenir la confiance du Parlement.
12 février	la 1 ^{ère} Ministre estonienne – Kaja Kallas- fait la proposition que l'Europe achète en commun (comme cela s'est fait pour les vaccins) des pièces d'artillerie pour les transférer directement à l'Ukraine ; à suivre.
15 février	Russie. Maria Ponomarenko (Journaliste) est condamnée dans le cadre de la loi de censure militaire à six ans de prison pour « diffusion de fausses informations sur l'action de l'armée » [le 16 mars 2022 elle a publié un reportage sur le bombardement du théâtre d'art dramatique à Marioupol]. La Présidente de la Commission Européenne propose un dixième paquet de sanctions à l'encontre de la Russie qui toucherait cette fois les opérateurs iraniens et, par ailleurs d'établir une « liste des propagandistes » de poutine pour la désinformation qu'ils déploient.
16 février	Parlement Européen ; les députés adoptent une résolution visant à accroître le soutien militaire à l'Ukraine, notamment la livraison de munitions.
17 février	« Des dizaines d'enfants ukrainiens sont rééduqués en Russie » selon un rapport « au moins 43 camps fermés où plus de 6.000 enfants ukrainiens vivent depuis des semaines, voire des mois, coupés de leurs parents et soumis à des programmes d'endoctrinement pro-russes ». Les méthodes du dictateur Staline demeurent avec Poutine ! Conférence sur la sécurité (à Munich) ; sans la Russie mais, avec l'UE et la vice- présidente des Etats-Unis, la Chine, les alliés réaffirment leur soutien à l'Ukraine. Le Ministre chinois des Affaires Etrangères, M. Wang Si, annonce que son pays présentera un plan de paix à l'occasion du 1 ^{er} anniversaire du conflit ; cette annonce surprend vu la situation sur le terrain.
18 février	Une page dans « Le Monde » consacrée à la tragédie du village de Lahidne.

19/20 février	Ukraine. Le Journal « Le Monde » (Le M) arrête –au bout d’un an- la chronique croisée des deux sœurs ; Olga (installée à Paris depuis sept ans) et Sacha (à Kiev) (c’est un peu dommage car leurs regards changeait des analyses géopolitiques faites habituellement). Le Journal consacre, par ailleurs, trois pages à l’Ukraine ; deux sur la difficulté de livrer, à temps, des armes utiles pour l’Ukraine et une à l’analyse géopolitique des différents votes de l’ONU [27 mars 2014 – 8, 12 octobre et 14 novembre 2022} condamnant la Russie.
19 février	Conversations à « bâtons rompus » au retour de Munich entre le PR et trois journalistes (« France inter » - « Le Figaro » - « le JDD ») . Un propos attribué au PR indique ; « Il est vain de vouloir écraser la Russie ». Encore un propos qui risque –une fois de plus après « il ne faut pas humilier la Russie »- de ne pas être compris (pas pour les mêmes raisons) ni par les ukrainiens, ni par les russes et, sans doute pas, par l’opinion française ; il s’avère bien difficile de suivre et comprendre le fond de la pensée présidentielle !?
20 février	Le président des Etats-Unis -J. Biden- est à Kiev pour rencontrer Zelinsky.
21 février	dans son discours annuel à la Nation Poutine ressort les mêmes (et absurdes) justifications de l’invasion de l’Ukraine ; « l’opération spéciale vise à éliminer les menaces d’un régime néo-nazi existant en Ukraine » (sic) les élites de l’Occident sont accusées de « vouloir en finir avec la Russie » (re-sic ; discours, comme d’habitude, mensonger et belliqueux). A cette occasion il décide de suspendre la participation de la Russie au « Traité New Start de réduction des armements nucléaires. Le discours public prononcé par J. Biden est tout autre, il apporte un soutien ferme et clair à l’Ukraine.
22 février	Eurobaromètre. Les citoyens européens affichent leur solidarité vis-à-vis de l’Ukraine ; 91% approuvent la fourniture d’aide humanitaire – 88% sont favorables à l’accueil dans l’UE de personnes fuyant la guerre – 77% approuvent les sanctions économiques – 65% sont favorables à l’achat par l’UE de matériel militaire.
23 février	« la guerre en Ukraine a exacerbé la crise alimentaire » titre le journal « Le Monde ». Tribune dans « Le Monde » de Jürgen Habermas ; le philosophe plaide pour des négociations et craint une troisième guerre mondiale « sans qu’on s’en rende vraiment compte ». Une nouvelle résolution de l’ONU condamne l’invasion de l’Ukraine par la Russie. Elle est adoptée (comme la précédente du 2 mars 2022) par 141 voix – 7 contre (Nicaragua – Mali – Biélorussie- Russie – Corée du Nord et Erythrée) et 32 abstentions (dont la Chine, l’Inde, le Brésil, l’Afrique du Sud).
24 février	il y a un an la Russie envahissait l’Ukraine. Depuis ce conflit a fait des dizaines et des dizaines de milliers de morts et de blessés. Sanctions ; les Etats-Unis annoncent une nouvelle salve de sanctions contre la Russie qui visent des responsables politiques, des banques, des entreprises des secteurs du métal, des mines, des équipements militaires ou des semi-conducteurs (« Le Monde »). La Chine présente « la position de la Chine sur le règlement politique de la crise ukrainienne » en 10 points (ce plan de paix laisse sceptique de nombreux observateurs).
25 février	Manifestations de soutien en France à l’appel de « marchons pour l’Ukraine » et de l’inter-syndicale. 10 ^{ème} train de sanctions ; le Conseil

	Européen décide d'imposer des sanctions à 121 personnes et entités dont 18 sont liées au groupe « Wagner ».
27 février	Interview de Timothy Snyder -historien américain- dans « Libération ». « La Russie tente d'installer une situation où la société ukrainienne n'existerait plus, avec des pratiques qui rappellent celles de l'Allemagne durant la seconde guerre mondiale ».

Chronologie réalisée par Jean-Pierre Moussy pour la CFDT Retraités